

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération
des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-
insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres
d'opération

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres d'opération

Posted on mai 20, 2026 by Shizneider BAPTISTE

Introduction

Haïti, berceau de la liberté et première République noire indépendante, au cours de son histoire a connu des luttes fratricides, des bouleversements politiques et des campagnes insurrectionnelles les unes les plus terrifiantes que les autres. La chute du régime des Duvalier a donné lieu à une conjoncture de crises qui s'inscrivait dans la troisième vague de démocratisation des trois dernières décennies. Outre l'émergence de nouvelles élites politiques et l'âpreté de la lutte pour le pouvoir, on assista aussi à une accélération vertigineuse du processus de transformation et de décomposition de l'État haïtien et à un approfondissement de la crise sociétale, d'où une très grande visibilité de la manifestation des rapports transnationaux de pouvoir, mise en évidence par la situation économique catastrophique et la complète déliquescence des institutions de l'État. Ainsi, la crise de 1991-1994 a été considérée davantage comme l'échec de la transition que comme l'effondrement de l'État haïtien.

Haïti, se trouve aujourd'hui menacée par une hydre moderne : la prolifération des gangs armés. La prolifération des gangs armés en Haïti constitue une menace existentielle pour la souveraineté nationale et la stabilité sociale. Ce phénomène, enraciné dans la pauvreté, la corruption et l'effritement institutionnel et l'absence de contrôle territorial, imposent leur loi, leur domination par la violence et la terreur dans les quartiers, terrorisent les populations et sapent les fondements de la souveraineté nationale. La violence n'est plus un accident, mais un système. Elle fragmente le territoire, détruit la confiance et enferme la jeunesse dans un cycle de

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres d'opération

peur et de dépendance. La lutte contre ce fléau ne peut se réduire à une approche militaire classique ; elle exige une stratégie scientifique, multidimensionnelle et intégrée, capable de restaurer l'autorité de l'État, de mobiliser la société et de neutraliser les dynamiques criminelles. L'expérience internationale en matière de contre-insurrection – notamment en Colombie, au Nigéria et en Afghanistan – offre des enseignements précieux qui peuvent éclairer la stratégie haïtienne. Cet article propose une analyse. Le présent article vise à montrer que la capacité des Organisations Extrémistes Violentes – OEV de poursuivre efficacement le combat en Haïti est directement due à l'absence d'opérations anti-insurrectionnelles clairement définies dans les différentes régions du pays où sévissent ces organisations criminelles et mettra l'accent sur les questions de sécurité liées à la COIN. Bien que la lutte anti-insurrectionnelle comporte des dimensions politiques, militaires, civiles et sociales, nous nous concentrerons aussi sur l'accès des OEV à la population civile et sur l'accès des insurgés aux frontières et aux voies de communication., articulée autour d'un diagnostic national et de comparaisons internationales, afin de formuler des recommandations concrètes pour organiser une contre-insurrection efficace en Haïti pour éradiquer le fléau.

Le constat d'une nation assiégée

Depuis le début des années 2000, la prolifération des bandes armées comme (Lame ti manchèt, l'armée cannibale, Dòmi nan bwa..., avec de grands caïds que l'on connaissaient tous (réf. grands dossiers du Rappeur Blaze-One)... dans le pays a pris une tournure nettement spectaculaire. Avec un degré de combativité de plus en plus aguerri, puis survient le terrible tremblement de terre du 12 janvier 2010, période à partir de laquelle on a constaté une certaine recrudescence de ces bandes armées qui vont au fil des ans se transformer en des organisations extrémistes violentes (OEV) et sont de plus en plus actives en Haïti.

La prolifération des gangs est le produit d'un ensemble de facteurs structurels et conjoncturels. Sur le plan institutionnel, l'État haïtien souffre d'une faiblesse chronique, marquée par l'instabilité politique, la corruption et l'absence de continuité dans les politiques publiques. Sur le plan socio-économique, la pauvreté extrême, le chômage massif et l'exclusion sociale créent un terreau fertile pour le recrutement des jeunes par les groupes armés. Enfin, sur le plan culturel et narratif, l'absence d'un discours mobilisateur et patriotique laisse un vide narratif et symbolique que les gangs remplissent par des récits de puissance et de protection

Organiser la contre-insurrection et fait échec à la prolifération des gangs armés en Haïti au prisme de doctrines anti-insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres d'opération

que l'État ne fournit plus. La contre-insurrection doit donc s'attaquer simultanément à ces trois dimensions.

Le mode opératoire des Organisations Extrémistes Violentes – OEV

Afin d'intensifier le contrôle qu'elles exercent sur les régions du pays, les OEV appliquent des tactiques de guerre irrégulière (guérilla). En d'autres mots, elles recourent le moins possible à la guerre conventionnelle et ouverte et le plus possible à des tactiques frappe-esquive, à des embuscades avec armes lourdes, à des attaques complexes à bord de véhicules et à des opérations subversives. La liberté de mouvement et d'action de ces groupes dépend fondamentalement de leur accès aux voies de communication géographiques et à la population civile. Ces voies permettent aux terroristes de se rendre à leurs objectifs depuis leurs bases opérationnelles, et sous contrainte ou pas, la population leur procure des renseignements, des recrues et, dans certains cas, des refuges.

La population des quartiers défavorisés demeure un des principaux centres de gravité des OEV. Si ces dernières réussissent à briser le lien entre la population et les forces de sécurité, à la contrôler physiquement et à acquérir son soutien actif ou passif par la peur, elles acquerront un immense avantage tactique sur les Forces Armées de Sécurité (FAS). Comme l'a souligné le lieutenant-colonel David Galula, tacticien français très respecté et spécialiste de la contre-insurrection (COIN) qui a combattu en Algérie : « *[Dans le cas des contre-insurrections], la possibilité d'exercer un pouvoir politique ne dépend que de l'accord tacite ou explicite de la population ou, au moins, de sa soumission* ».

Les enjeux de la contre-insurrection

La lutte contre les gangs armés dépasse la simple question sécuritaire. Elle engage des enjeux vitaux pour la nation haïtienne :

1. Souveraineté nationale : rétablir le monopole de la violence légitime et affirmer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire.
2. Justice sociale : protéger les citoyens, restaurer l'équité et garantir l'accès aux

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres d'opération

services publics.

3. Mobilisation citoyenne : transformer la peur en énergie collective et rétablir la confiance entre l'État et la population.

4. Crédibilité internationale : démontrer la capacité d'Haïti à se relever par ses propres forces et à résister aux ingérences extérieures.

Les opérations de contre-insurrection (COIN) visent en partie à priver les insurgés de l'accès à des zones ou villages en déployant des forces de sécurité stationnaires qui demeureront dans les régions peuplées pour protéger les civils. Sans accès aux villages, les insurgés perdent la possibilité de se mêler à la population et celle d'obtenir du soutien, de recruter des membres et de recueillir les renseignements dont ils ont besoin pour mener leurs opérations. Les OEV se trouveront dans une situation encore plus précaire si leurs bases opérationnelles sont prises à partie également. Une autre activité anti-insurrectionnelle consiste à empêcher les OEV de se servir de leurs voies de communication, en menant des opérations de renseignement-surveillance-reconnaissance (RSR) et en tendant des embuscades aux insurgés. La COIN suppose aussi la rupture des axes d'approvisionnement des insurgés et le blocage de l'accès aux frontières grâce à des opérations d'interdiction. Face à ces mesures de sécurité, les insurgés sont désavantagés sur le plan tactique et obligés d'envisager deux options : être surpris en terrain découvert et subir la puissance de feu des forces de sécurité, ou se retirer pour trouver refuge dans des régions isolées. Si les villages, les voies de communication et les régions frontalières clés sont protégés par les forces anti-insurrectionnelles, les insurgés seront coincés et forcés de rester cachés sans ravitaillement, sans nouvelles recrues et sans renseignements, ce qui entraînera la désintégration éventuelle de l'insurrection. C'est exactement la situation dans laquelle les insurgés de l'État islamique se sont trouvés peu avant de se rendre totalement aux forces de sécurité en novembre 2019¹. Ces tactiques anti-insurrectionnelles ont aussi été employées dans le passé dans plusieurs théâtres opérationnels : en Algérie, contre le Front de libération nationale (FLN), en Malaisie, contre l'Armée de libération nationale, au Vietnam, contre le Viêt-cong, en Iraq contre al-Qaïda et en Colombie, contre les guérilleros des FARC. Bien que les doctrines anti-insurrectionnelles employées dans ces divers contextes fassent encore l'objet de nombreux débats, elles se sont en fin de compte avérées, à différents niveaux, très efficaces dans chacun des conflits susmentionnés.

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération
des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-
insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres
d'opération

Entre 1954 et 1962, la lutte pour le contrôle de la colonie française d'Algérie était condamnée à l'échec politique, mais le FLN a été tactiquement vaincu par la COIN française. L'insurrection communiste déclenchée en 1948 en Malaisie a échoué sur les plans militaire et politique à cause d'une vigoureuse et efficace campagne anti-insurrectionnelle britannique, en 1960. Au Vietnam, l'insurrection viêt-cong, qui avait été puissante antérieurement, a été écrasée par une force de combat efficace au cours des années qui ont suivi l'offensive du Tet, en 1968. La campagne anti-insurrectionnelle américaine et sud-vietnamienne, menée dans le cadre du programme de pacification CORDS (Civil Operations and Revolutionary Development Support), a gravement affaibli le Viêt-cong. À partir de 1972, les forces régulières de l'Armée du Vietnam du Nord ont pris la direction des opérations militaires communistes, qui n'étaient pas axées sur la guérilla, mais bien sur la guerre conventionnelle faisant appel aux chars, à l'infanterie et à l'artillerie. En Iraq, entre 2007 et 2011, al-Qaïda a été grandement paralysée après la campagne d'intensification dirigée par le général David Petraeus et par les opérations de ciblage exécutées par le Commandement des opérations spéciales interarmées (JSOC). L'expérience afghane montre que les contre-insurrections échouent lorsqu'elles négligent les acteurs indigènes. Les études RAND soulignent que la clé réside dans le renforcement des capacités locales et la légitimité du gouvernement. Leçons pour Haïti : - Priorité à la formation et autonomisation des forces locales. - Importance de gagner les "cœurs et esprits" par la protection et les services. - Danger d'une dépendance prolongée aux forces étrangères. Face à Boko Haram, le Nigéria a longtemps privilégié une approche centrée sur l'ennemi, produisant destructions massives mais peu de résultats durables. Les analyses académiques insistent sur l'importance de protéger les populations et de combiner action militaire avec programmes socio-économiques et dialogue communautaire. Leçons pour Haïti : - Éviter une stratégie purement répressive. - Développer des programmes de réinsertion et de prévention. - Renforcer la légitimité de l'État par des services publics visibles. Enfin, les activités militaires les plus efficaces menées contre les guérilleros des FARC en Colombie étaient liées à des initiatives de COIN². La Colombie a affronté les FARC et d'autres groupes armés pendant des décennies. Les recherches montrent que l'armée colombienne a dû se transformer après les humiliations des années 1990, en intégrant renseignement, mobilité et coopération civilo-militaire. Leçons pour Haïti : - Importance d'une cartographie fine des groupes armés. - Nécessité d'une coordination entre forces armées et communautés locales. - Risque d'une dépendance excessive aux acteurs privés ou étrangers, qui peut fragiliser la souveraineté.

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres d'opération

Chaque conflit se caractérise par une dynamique politique, sociale, militaire et géographique différente. Une activité de COIN qui s'avère efficace dans un théâtre ne le sera pas nécessairement dans un autre. Cependant, les opérations de sécurité associées à la COIN sont universelles et essentielles au succès, quel que soit le théâtre.

Galula a précisé sa théorie de la COIN dans son manifeste Contre-insurrection : théorie et pratique³. Il a souligné qu'à mesure que le soutien dont bénéficie un groupe d'insurgés grandit, ses capacités augmentent aussi. De nouvelles capacités permettent aux OEV d'accroître le soutien leur étant accordé. Pour ce qui est du soutien populaire, ce qui constitue un gain pour l'insurrection équivaut à une perte pour le gouvernement, et vice-versa. Pourquoi les OEV fonctionnent-elles actuellement avec autant d'efficacité en Haïti ? En raison de l'absence d'opérations axées sur le concept « nettoyer-tenir-construire » (NTC)⁴ menées dans une zone précise hautement prioritaire où les activités des insurgés sont manifestes. Ce concept est décrit en détail dans le manuel militaire américain FM 3-24 sur la contre-insurrection. La dernière révision de ce manuel a été faite sous la supervision du général David Petraeus, qui n'a pas besoin de présentation et qui a été inspiré par les théories de Galula quand il a fait rédiger le manuel susmentionné. Dans ce manuel, les objectifs des opérations NTC sont les suivants : créer un environnement physique et psychologique sécuritaire ; assujettir la population et la zone à un solide contrôle gouvernemental ; gagner l'appui de la population.⁵

Circonscrire les zones d'influence des OEV

Les efforts de la COIN doivent commencer par l'acquisition du contrôle de zones géographiques habitées clés. Les objectifs consistent à appliquer le concept NTC dans un village, un secteur ou une ville, puis à renforcer les succès opérationnels en propageant le concept dans d'autres régions. Ce processus, souvent décrit comme étant celui de la « tache d'huile », vise à élaborer un cadre gouvernemental local efficace et durable qui crée un sentiment de sécurité chez la population, tout en répondant à ses besoins fondamentaux. Le succès remporté renforce la légitimité du gouvernement aux yeux de la population. De bien des façons, le plan opérationnel global des OEV s'apparente beaucoup à celui des partisans de la contre-insurrection. En Haïti, les groupes insurgés ont élargi peu à peu leur zone d'action en déployant leurs forces et leur influence d'une région ou d'une zone à

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres d'opération

l'autre. Ils ont progressivement accru le contrôle qu'ils exerçaient sur les zones et fait observer leurs lois dans ces zones pour acquérir ainsi l'appui ou la soumission des civils dans leurs zones d'opération. C'est pourquoi les opérations NTC sont si importantes lorsqu'il s'agit de casser l'insurrection. Les principales tâches expressément nécessaires pour concrétiser le concept NTC sont les suivantes : assurer en permanence la sécurité de la population locale ; éliminer la présence des insurgés ; renforcer la primauté politique ; faire respecter la primauté du droit ; reconstruire les institutions gouvernementales locales. ⁶ _

Pareilles initiatives nécessiteront la coopération entre les autorités civiles, les organismes du renseignement et les forces de sécurité nationales. En Haïti, un nombre aussi petit d'insurgés (entre 1 500 et 1 800 en tout) reste capable de poursuivre ses activités au niveau actuel surtout parce que les forces de sécurité n'exécutent pas d'opérations NTC convenables. L'acquisition du contrôle d'une région au moyen de tactiques de guerre conventionnelle est essentielle quand on y mène une campagne anti-insurrectionnelle. À cet égard, les OEV ont montré une grande vulnérabilité dont les forces de sécurité n'ont pas su profiter. Cependant, si les troupes déployées pour assurer de façon continue la sécurité de la population locale (première étape d'une opération NTC) sont trop peu nombreuses, les OEV réussiront, à un moment donné, à regagner une certaine influence dans la zone nettoyée et à l'infiltrer de nouveau. Les forces de sécurité haïtiennes sont trop peu nombreuses et trop dispersées pour exécuter une mission de COIN concrète qui, mises à part les opérations de type militaires, doit s'accompagner d'initiatives politiques, civiles et sociales également.

Le deuxième volet d'une opération NTC (éliminer la présence des insurgés) n'aura des effets à long terme que si les troupes restent dans la zone d'opération avec la population civile. Dès que les forces de sécurité quittent l'endroit, les OEV y reviennent inévitablement et y relancent leur insurrection. De multiples événements et rapports ont montré que plusieurs régions du pays ne sont pas protégées par les unités des Forces armées de sécurité (FAS), ce qui explique pourquoi les insurgés sont encore capables de fonctionner dans des régions auparavant sécurisées. La situation est si désastreuse que plusieurs quartiers constituent leur propre milice pour se protéger⁷. L'incompétence et le manque de moyens des Forces armées de Sécurité (FAS) gouvernementales n'ont pas réussi à protéger ses gens contre les gangs armés. Cela a aggravé le problème, ces initiatives aussi draconiennes sont suscitées par l'absence de forces de sécurité qui

Organiser la contre insurrection et fait échec à la prolifération
des gangs armés en Haïti au prisme de doctrines anti-
insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres
d'opération

devraient être là pour protéger la population et garantir le respect de la loi et de l'ordre.

Le troisième volet d'une opération NTC (renforcer la primauté politique) ne peut se concrétiser que si les autorités gouvernementales sont capables de travailler dans les collectivités sans craindre d'être harcelées ou tuées par les insurgés. Comme de multiples régions sont contrôlées par les OEV, à cause du manque d'interventions proactives de la part des forces de sécurité, les représentants du gouvernement, et les maires des villes ne peuvent gouverner en toute sécurité dans leur zone de responsabilité. Dans de telles conditions, il est impossible de réaliser les deux derniers volets de l'opération NTC (faire respecter la primauté du droit et reconstruire les institutions gouvernementales locales). Par conséquent, les OEV sont libres d'exercer leur contrôle sur les habitants. Comme le précise la publication FM 3-24 :

Dans presque tous les cas, les partisans de la contre-insurrection font face à une population comprenant une minorité active appuyant le gouvernement et une faction militante de même taille s'opposant à lui. Pour que les efforts anti-insurrectionnels soient couronnés de succès, il faut que le gouvernement soit accepté comme étant légitime par la majorité du centre qui ne favorise ni l'un ni l'autre camp, mais qui comprend aussi des partisans passifs des deux camps. Comme il est facile de susciter le désordre, il ne suffit habituellement pas aux partisans de la contre-insurrection de recueillir 51% du suffrage populaire ; une solide majorité est souvent essentielle. Cependant, une population passive risque d'être tout ce dont a besoin une insurrection bien appuyée pour s'emparer du pouvoir ou des territoires.⁸

Si la population est passive, les OEV peuvent s'arroger le « soutien passif » des habitants. Pour qu'un groupe d'OEV arrive à survivre et à grandir, il lui est souvent essentiel de gagner tôt au cours de l'insurrection le soutien passif de la population. Un tel soutien est accordé « tacitement » aux insurgés par la population, ce qui a un effet immense sur l'efficacité des OEV à long terme. Les partisans passifs ne fournissent aucun appui matériel, mais ils permettent aux insurgés de fonctionner et ils ne procurent aucun renseignement aux habitants qui s'opposent à l'insurrection. Cette forme de soutien est souvent appelée « tolérance » ou « assentiment ». Une autre forme d'appui populaire donné aux insurgés est désignée par l'expression « soutien interne actif » et elle comporte les actions suivantes : des

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération
des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-
insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres
d'opération

civils ou des groupes se joignent aux OEV; fournir un soutien logistique et financier; fournir des renseignements; fournir des refuges; fournir une aide médicale; fournir des moyens de transport; agir au nom des OEV.

Les OEV en Haïti ont profité d'appuis internes passifs et actifs. Par exemple, la domination que l'organisation « G9 an fanmi e alye »⁹ exerce sur la région métropolitaine de Port-au-Prince est en grande partie le résultat de ses contacts avec les populations locales. G9 bénéficierait, dit-on, d'un important soutien interne actif dans cette région et aurait reçu un soutien logistique et des renseignements de plusieurs personnes hauts placés. Ces dernières auraient fourni des armes, des ravitaillements et des nécessités de subsistance à ses membres. En outre, on sait que des habitants locaux ont procuré à G9 des renseignements sur ce qui se passe dans leur quartiers, zones ou villages. Cela est en grande partie dû aux efforts que G9 déploie pour établir des liens avec des personnes clés dans leur zone d'opération par le biais d'entreprises ou politiciens. Dans d'autres cas, des habitants n'ayant aucun lien avec les OEV ou n'étant pas nécessairement bien disposés à leur égard les tolèrent tout simplement, faute de forces de sécurité pour les protéger. Les OEV obtiennent souvent l'appui des zones en recourant à la contrainte avec violence et à des techniques d'intimidation contre la population. La contrainte est souvent très efficace à court terme, surtout au niveau communautaire. Toutefois, les actes de violence commis contre la population en général, ou les attaques qui perturbent le mode de vie des habitants ont aussi pour effet de ternir l'image des insurgés avec le temps, surtout si ces derniers veulent que la population appuie ouvertement leur cause. La contrainte risque de nuire grandement aux groupes insurgés, en particulier si les OEV peuvent compter sur l'appui de la population ciblée et si des opposants à l'insurrection militent proactivement contre elle dans la zone.

Les insurgés peuvent occuper les quartiers en permanence ou périodiquement. Dans le premier cas, les quartiers verront un groupe petit ou moyen d'insurgés circuler dans la zone ou à proximité chaque jour. L'objectif de ces derniers consiste à contrôler la population, à faire observer leur loi, à taxer les habitants, à recueillir de la nourriture et des renseignements et à recruter de nouveaux insurgés. Les quartiers peuvent aussi servir de refuges aux insurgés qui se mêlent ensuite à la population pour déjouer les forces de sécurité qui circulent dans le secteur. Dans le deuxième cas, les insurgés occupent les zones périodiquement, s'y infiltrent, harcèlent et menacent la population, et prennent les nécessités de subsistance dont

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération
des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-
insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres
d'opération

ils ont besoin. Après avoir passé une courte période (de quelques heures à quelques jours) dans la zone, les insurgés la quittent, mais il sera inévitablement ciblé par les OEV peu de temps après. De nombreux témoignages recueillis dans plusieurs localités confirment des cas constants d'intimidation, de torture et d'autres formes de violence. Périodiquement, les insurgés allaient et venaient à leur guise pour exercer leur contrôle sur les habitants et les intimider.

Dans d'autres cas, les OEV ont pris d'assaut et détruit les biens publics et dénoncé l'inaction des autorités de l'État dans la zone face aux problèmes que confrontent les habitants. Pareille attitude a favorisé les opérations de propagande et de recrutement des OEV chez les jeunes. C'est là un exemple typique de « bonne insurrection » favorisée par une « mauvaise contre-insurrection ». La crédibilité des forces de sécurité doit demeurer impeccable pour que les civils leur fassent entièrement confiance et les appuient. Autrement, les OEV combleront le vide et renforceront leur emprise et leur influence sur la population. Même si les forces de sécurité locales étaient courtoises envers les habitants et qu'elles menaient des projets de COIN pour briser le contact des insurgés avec la population civile, leur effort ne serait pratique que si les grandes formations des OEV étaient chassées de la zone visée. L'opération des FAS pourrait avoir des effets dommageables sur les OEV à cet égard, mais le problème persistera : comment empêcher les insurgés de revenir dans une région, une fois que les forces conventionnelles se redéployent pour aller sécuriser une autre région infestée d'insurgés ? Ici encore, cela ne peut s'accomplir qu'au moyen d'opérations NTC, ce qui nécessite l'appui de la population. Bien qu'il soit possible de disperser et d'expulser de grands groupes d'insurgés d'une région donnée en y menant une opération de nettoyage militaire, il demeure impossible d'y prévenir le retour de petits groupes d'insurgés qui essaieront d'y rétablir leur réseau politique et leur influence... Mis à part des éléments de l'US Marine Corps, les forces américaines ont commis les mêmes erreurs au cours des quatre premières années des combats qu'ils ont menés au Vietnam : elles chassaient les forces communistes d'une région, puis elles la quittaient et ne laissaient derrière aucune force stationnaire pour reconstruire, protéger les villageois et empêcher la recrudescence de l'insurrection. Elles devaient donc nettoyer la région de nouveau, parfois à deux reprises, car les insurgés étaient libres de réintégrer l'endroit et les villages après le départ des troupes américaines. ¹⁰

La seule façon de renverser ce cycle consiste à obtenir l'appui de la population en

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres d'opération

déployant des pelotons de COIN pour la protéger dans la zone d'opération. Par conséquent, l'objectif central des forces de sécurité doit être de garantir la sécurité des quartiers et de leurs habitants. Toutefois, en Haïti, les forces armées et policières sont inactives dans plusieurs régions et sont régulièrement dominées par les OEV au combat. Par exemple, les opérations bâclées de Grand ravine, Village de Dieu et dans la zone contrôlée par les 400 Mawozo¹¹ etc... Des attaques dévastatrices comme celle-là torpillent la crédibilité des FAS aux yeux des populations locales. Afin d'occuper une position fortifiée et défendue dans un champ dégagé et en plein jour, les attaquants doivent être au moins trois fois plus nombreux que les défenseurs. Vu l'emplacement et la nature de l'objectif des FAS, les insurgés auraient dû subir de lourdes pertes. Cependant, de multiples rapports confirment que très peu d'insurgés ont été tué au combat pendant ces attaques et que les forces de l'ordre sont assez souvent vaincues par les OEV. Les FAS haïtienne n'ont de toute évidence pas été à la hauteur en l'occurrence et qu'ils manquent cruellement de moyens, surtout matériels, ce qui est une tendance constante de toutes les forces de sécurité haïtienne quand elles affrontent les OEV. Dans les contextes comme ceux-là, les civils sont moins enclins à appuyer leurs forces armées de sécurité, qu'ils perçoivent comme étant faibles, peu fiables et indignes de confiance. Les civils ont souvent déclaré que les FAS les avaient « abandonnés » aux insurgés et ils se sont demandé comment ils pourraient un jour faire de nouveau confiance aux FAS.

La COIN comporte une forte dimension psychologique : si les troupes anti-insurrectionnelles arrivent à convaincre la population qu'elles sont plus fortes que les insurgés et qu'elles ont l'intention et les moyens de protéger les zones, elle sera naturellement prédisposée à donner son appui complet à ces troupes et au gouvernement. Toutefois, l'avantage tactique que les OEV ont sur les unités des FAS et le caractère sporadique de l'activité des forces de sécurité haïtienne dans la plupart des zones invalident complètement ce principe de la COIN en Haïti. Quand la population se sent en sécurité, elle fournit d'habitude volontiers des renseignements aux forces de sécurité. La plupart des habitants appuient la partie la plus susceptible de leur offrir stabilité et sécurité. Même si les habitants sont hostiles aux OEV, ils seront en proie à la peur, surtout si les forces de sécurité sont absentes ou inactives dans les environs de leur village. En pareil cas, les habitants n'oseront pas se mesurer aux OEV à moins qu'une protection à long terme leur soit garantie. Cette tendance a été observée au cours d'insurrections antérieures dont l'envergure était beaucoup plus grande que celle ayant cours en Haïti.

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres d'opération

Par exemple, quand des hameaux stratégiques (villages ou zones renforcés)¹² ont été érigés au Vietnam du Sud avec des forces de sécurité sud-vietnamiennes y étant été déployées en permanence auprès de la population, les villageois ont volontiers communiqué des renseignements sur les insurgés et dénoncé les activités du Viêt-Cong dans la zone d'opération. La situation s'est répétée plus tard au cours de la guerre, quand des Marines américains ont déployé des pelotons d'action mixtes (PAM) dans les hameaux sud-vietnamiens : des équipes mixtes composées de Marines et de forces de sécurité gouvernementales ont été placées en permanence dans les villages, ce qui a garanti la protection des habitants et empêché le Viêt-Cong d'accéder aux villages. Le renseignement humain fourni par les villageois a permis aux Marines et aux forces sud-vietnamiennes de repérer le Viêt-Cong, de lui tendre des embuscades et de couper ses voies de communication. Les villageois ont volontiers informé les Marines sur les activités des insurgés, par exemple sur les mouvements de troupes, sur les caches d'armes, sur les embuscades tendues par eux et sur les endroits piégés. Les transfuges et les prisonniers de guerre Viêt-Cong ont admis qu'ils étaient incapables d'utiliser comme bases les villages occupés par les PAM¹³ et qu'ils ne pouvaient plus exploiter la population civile vivant dans ces hameaux. Leur chaîne de commandement leurs ont ordonné d'éviter ces secteurs complètement. Il en a été ainsi parce que la population avait bénéficié d'un contexte sûr et stable en permanence. Ces effets positifs n'ont pas été observés qu'au Vietnam ; les Britanniques ont obtenu des résultats semblables avec leur programme des hameaux stratégiques en Malaisie. Les insurgés communistes ont été complètement isolés et coupés des villages ruraux malais et de la population locale. Celle-ci a été protégée sans arrêt par des forces de sécurité stationnaires déployées en permanence dans les villages et niant aux forces hostiles l'accès à ces endroits. Des forces mobiles ont tendu constamment des embuscades aux guérilleros le long de leurs voies de communication, et les insurgés ont été isolés de leurs bases d'opérations, rendus incapables de se ravitailler et privés de nourriture, de renseignement, d'abris et de recrues. Combinés à une série d'initiatives politiques et civiles, ces efforts ont entraîné l'effondrement de l'insurrection. Dans le contexte d'une COIN, la population est autant un centre de gravité pour les éléments anti-insurrectionnels qu'elle l'est pour les OEV. En Haïti, celles-ci ne font aucunement exception et elles sont aussi vulnérables que n'importe quelle autre entité insurgée quand elles sont visées par de telles tactiques, techniques et procédures. Somme toute, le piètre contrôle exercé par le gouvernement et les forces armées de sécurité sur les régions facilite les opérations de recrutement des OEV. Les quartiers défavorisés sont des carrefours centraux pour les activités de recrutement des insurgés. Par

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres d'opération

exemple, à Cité Soleil, les OEV ont concentré leurs efforts de recrutement sur les jeunes en exploitant l'exaspération de ces jeunes face au banditisme grandissant, à la corruption gouvernementale et à la concurrence que les habitants se livrent pour l'utilisation des terres et de l'eau. Le recrutement de jeunes marginaux a exacerbé les tensions dans les quartiers ce qui, conjugué à la présence limitée des forces de sécurité haïtienne, a contribué à la multiplication des groupes d'autodéfense.

Des chefs de quartiers interviewés par des organismes de défense des droits humains se sont dits inquiets de l'infiltration des gangs armées dans leurs quartiers et par la capacité que ces derniers ont de recruter de très nombreux jeunes gens. Certains de ces hommes étaient des volontaires, mais d'autres ont été recrutés de force. Cette tactique a deux objectifs : tout d'abord, elle sert à accroître l'effectif des OEV ; en second lieu, elle protège le secret de leurs opérations (si l'enfant d'un habitant est recruté par les OEV, ce dernier ne parlera pas des activités des insurgés pour éviter tout risque ou toutes représailles des insurgés contre l'enfant). Une pareille capacité de recrutement dont disposent les OEV et l'accès aux quartiers et villages établissent les conditions voulues pour tendre des embuscades et déclencher des attaques comme celle exécutée par les insurgés de l'EIGS contre un convoi américano-nigérien dans le village de Tongo Tongo¹⁴ au Niger, le 4 octobre 2017. Les renseignements donnés aux insurgés sur la présence de forces américaines dans le secteur venaient d'agents ou de sympathisants des OEV qui opéraient à proximité du village en question. Comme des insurgés et des partisans des OEV circulent impunément dans les villages, les opérations de reconnaissance et de collecte de renseignements sont facilement menées, ce qui facilite l'exécution d'embuscades contre les forces de sécurité. Cependant, si ces dernières sont bien installées dans les zones ou villages, la liberté d'action et les opérations de recrutement des insurgés ainsi que leur accès au renseignement en souffrent. L'inefficacité des OEV sera considérablement accrue si les forces de sécurité les empêchent d'accéder à leurs voies de communication.

Voies de communication et liberté de mouvement des OEV

Certes, la réussite des OEV dépend d'une façon primordiale du contrôle qu'elles exercent sur la population civile, mais leurs gains opérationnels seront considérablement limités si elles n'ont pas accès à leurs voies de communication géographiques. La liberté de mouvement est essentielle à n'importe quel groupe extrémiste, s'il veut agir librement dans sa zone d'opérations. En mode

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération
des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-
insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres
d'opération

stationnaire, les OEV demeurent habituellement à deux endroits clés : à proximité des villages qu'elles contrôlent, ou dans des bases d'opérations situées dans des lieux isolés (surtout des zones difficiles d'accès), ou les deux. Ces carrefours essentiels sont reliés entre eux par des voies de communication qui rejoignent des zones clés où la contrebande et diverses formes de trafic ont lieu. Le matériel, les renforts et les marchandises illicites passent par ces zones. Les voies de communication permettent aussi aux insurgés de déplacer leurs combattants d'un endroit à un autre et d'accéder ainsi à d'autres zones et de déclencher des attaques contre les groupes de patrouille des forces de sécurité. Elles ne sont rien de moins que des artères vitales pour les insurgés. Afin de vaincre les OEV, les forces anti-insurrectionnelles doivent couper ces artères. G9 dit-on, a accès à d'importantes ressources financières et logistiques en Haïti. Cela s'explique en partie par la participation du groupe à diverses entreprises de facilitation et de trafic illicite qui ont besoin d'accéder aux voies de communication et à des contacts. C'est l'accès à de tels corridors de transit et itinéraires de ravitaillement qui a permis à G9 d'étendre son réseau d'insurgés et sa zone d'influence. Cette organisation s'adonne aussi au trafic des stupéfiants pour produire des revenus ; elle établit des alliances sommaires avec des réseaux de trafiquants, puis elle taxe les marchandises en transit ou elle impose des droits de protection aux entreprises dans sa sphère d'influence. L'accès aux voies de communication peut aussi fournir aux OEV un moyen de se procurer des approvisionnements de base. En outre, les voies de communication mettent des refuges à la portée des insurgés. Pendant les opérations de COIN, les activités des éléments anti-insurrectionnels comprennent normalement des « patrouilles de saturation de zone », ¹⁵ qui permettent aux forces de sécurité d'affaiblir les insurgés grâce à des opérations d'interdiction, à des embuscades et à des raids ciblés. À l'heure actuelle, la principale entité qui recourt tant soit peu à de telles patrouilles est la PNH. Grâce à ces patrouilles, cette dernière a nui à la capacité des OEV d'exploiter leurs voies de communication et leurs refuges.

Cependant, les refuges de ce genre sont nombreux. Aux fins de la COIN, il faudrait couper les voies de communication donnant accès aux refuges ou aux positions d'attaque, en établissant de multiples points de contrôle et en organisant des opérations avec de petites unités placées en embuscade et bénéficiant de l'appui de moyens de RSR ¹⁶. Ainsi, les insurgés seraient isolés et pris à partie par les forces de sécurité déjà déployées dans le cadre d'une manœuvre de bouclage et de ratissage à proximité des bases d'opérations, ou des voies de communication des insurgés, ou des deux. De cette manière, les OEV en viendraient à conclure que ces

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres d'opération

endroits clés sont beaucoup trop dangereux pour qu'elles les exploitent. A titre d'exemple, quand les insurgés d'Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) ont été décimés par les forces françaises et tchadiennes dans l'Adrar des Ifoghas,¹⁷ les forces anti-insurrectionnelles ont ensuite recouru constamment dans ce secteur à des missions de RSR avec des drones, ce qui a dissuadé les insurgés de retourner dans ce refuge. L'absence d'initiatives de COIN telles que celles-là expliquent pourquoi les OEV arrivent à circuler en toute quiétude dans la majeure partie de la région métropolitaine de Port-au-Prince, à s'y ravitailler et à continuer à combattre efficacement. La COIN nécessite aussi que l'on sécurise les zones frontalières clés pour qu'elles soient rendues inaccessibles aux groupes d'insurgés. Un des meilleurs exemples d'une initiative de ce genre a été fourni pendant la guerre d'Algérie : les forces françaises ont en fin de compte interdit aux insurgés l'accès à la frontière algérienne en construisant une gigantesque clôture électrifiée (la ligne Morice)¹⁸ qui a bloqué la frontière entre l'Algérie et le Maroc, à l'ouest, et la frontière entre l'Algérie et la Tunisie, à l'est. Toute tentative d'infiltration à travers la clôture déclenchait une alerte aux postes de surveillance ; les forces françaises ripostaient alors avec l'artillerie, l'aviation et des unités terrestres mobiles comptant 80 000 soldats. Le taux de pertes chez les insurgés du FLN est devenu tellement élevé qu'ils ont mis fin à toute tentative majeure de franchir la ligne Morice. Bien que celle-ci eût été une entreprise coûteuse et difficile, pour ce qui est de la coordination des troupes et de l'infrastructure, elle a montré que, pour être efficace, une COIN nécessite des initiatives et un engagement d'envergure. Cette approche proactive de la sécurité a rendu la tâche plus difficile aux groupes cherchant à prendre pied dans la région.

Piliers d'une stratégie intégrée

Une contre-insurrection qui se veut efficace être doit reposer sur quatre piliers complémentaires : sécuritaire, politique, socio-économique et communicationnel.

1. Pilier sécuritaire

La première étape consiste à établir une cartographie précise des zones d'influence des gangs, de leurs réseaux logistiques et de leurs sources de financement. Des unités spécialisées en contre-insurrection urbaine doivent être créées, dotées de compétences en renseignement, infiltration et sécurisation des espaces publics. Le

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres d'opération

contrôle des flux d'armes et de capitaux, notamment par la surveillance des ports et des frontières, est indispensable pour couper les ressources vitales des groupes armés.

2. Pilier politique

La reconquête territoriale ne peut réussir sans une réaffirmation de l'autorité de l'État. Chaque zone libérée doit immédiatement bénéficier de services publics visibles : justice, police, santé, éducation. La lutte contre la corruption doit être implacable, avec des mécanismes de transparence et des sanctions exemplaires. Enfin, un dialogue inclusif avec les leaders communautaires, religieux et associatifs est nécessaire pour reconstruire la confiance et éviter que les populations ne se replient vers les gangs.

3. Pilier socio-économique

La contre-insurrection doit offrir des alternatives concrètes aux jeunes enrôlés par les gangs. Des programmes de réinsertion, de formation professionnelle et de création d'emplois locaux doivent être déployés. L'éducation civique et patriotique doit être renforcée dans les écoles et les églises, afin de rétablir le lien entre la jeunesse et la nation. La mobilisation culturelle, par la musique, l'art et le sport, peut servir de vecteur puissant de cohésion sociale.

4. Pilier communicationnel

La bataille contre les gangs est aussi une bataille de récits. L'État doit construire un narratif national fort, inspiré de l'épopée de 1804, qui valorise la dignité et la souveraineté. Des campagnes médiatiques doivent mettre en avant les succès sécuritaires et les initiatives citoyennes. La contre-propagande doit neutraliser les récits des gangs en proposant des symboles mobilisateurs et des messages de fierté nationale.

Propositions concrètes

1. Plan national de reconquête territoriale : sécuriser progressivement les zones

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération
des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-
insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres
d'opération

stratégiques, en commençant par les axes routiers et les quartiers populaires.

2. Programme “Jeunesse souveraine” : offrir formation, emploi et encadrement civique aux jeunes vulnérables.

3. Observatoire citoyen de la sécurité : impliquer les communautés dans la surveillance et la remontée d'informations.

4. Narratif de dignité : relancer une campagne culturelle et patriotique inspirée des héros de l'indépendance.

Conclusion

La stabilité est la pierre angulaire de toute campagne anti-insurrectionnelle fructueuse. Bien que la COIN comporte des dimensions politique, militaire, économique, culturelle et sociale, la sécurité demeure essentielle à toute réussite durable. La contre-insurrection en Haïti ne peut être pensée comme une guerre contre des individus isolés, mais comme une renaissance nationale. Elle exige une approche scientifique et une stratégie intégrée, qui combine sécurité, politique, économie et communication. Mettre fin aux gangs armés, c'est restaurer la souveraineté, rétablir la confiance et réaffirmer la vocation historique d'Haïti comme nation libre et digne. L'histoire de 1804 nous rappelle que la liberté n'est jamais donnée, mais conquise. Aujourd'hui, il s'agit de reconquérir non seulement le territoire, mais aussi l'âme de la nation. Quelle que soit la compétence des politiciens locaux et peu importe à quel point les interventions civiles sont efficaces et avantageuses, elles échoueront sans un bon appareil de sécurité axé sur la COIN. La sécurité dans les zones réputées chaude ne pourra être instaurée que si les OEV sont privées de l'accès à ces zones et à leurs voies de communication. En d'autres mots, sans la sécurité que les éléments militaires procurent, toutes les autres initiatives de COIN n'auront que des effets à très court terme. C'est la faiblesse des opérations de sécurité anti-insurrectionnelles qui a permis aux OEV d'exercer une si grande influence dans des régions du pays et de contrôler des territoires, notamment les routes nationales. Bien que les OEV aient montré dans plusieurs pays comme le nôtre leur grande vulnérabilité face aux grandes interventions de nettoyage menées par des forces conventionnelles dans le cadre de d'opération anti-terroriste ou anti-insurrectionnelle, les insurgés ont conservé une certaine

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres d'opération

influence et ont pu « reprendre leurs opérations » jusqu'à un certain point dans la « zone sécurisée ». La COIN repose sur le concept NTC (Nettoyer, tenir et construire). Le fait qu'aucune force de police ou militaire stationnaire ne reste dans les zones nouvellement sécurisées (« nettoyer ») pour protéger les civils contre les insurgés (« tenir ») et qu'aucune action civile concrète (« construire ») n'est entreprise parallèlement aux opérations de sécurité explique pourquoi la situation opérationnelle actuelle en Haïti, notamment dans la région métropolitaine de Port-au-Prince et dans le Département de l'Artibonite s'est enfoncée dans une impasse. De bien des façons, cette supposée « impasse » commence à favoriser les OEV, qui accroissent de plus en plus l'ampleur de leurs opérations et de leur zone d'influence dans le pays.

Dans le passé, des insurrections plus puissantes que celles déclenchées par le G9 ont été gravement affaiblies et, dans plusieurs cas, vaincues grâce aux tactiques anti-insurrectionnelles axées sur le concept NTC. En Haïti, les OEV ne font pas exception : elles sont vulnérables à ces tactiques, comme toute autre entité insurrectionnelle. Ces opérations ont été couronnées de succès quand le moment est venu de sécuriser une région. Cependant, de tels efforts n'auront que des effets temporaires si seule l'étape du « nettoyage » est franchie. En outre, les OEV opérant en Haïti continuent d'avoir accès à leurs voies de communication et à la plupart des zones stratégiques frontalières du pays. Il est primordial de les priver de l'accès à ces secteurs géographiques clés pour garantir la réussite de toute COIN visant à assurer la sécurité des régions en proie aux violences des bandes armées. Le fait que les insurgés puissent circuler d'un village, d'une région à l'autre pour imposer leur volonté à la population civile, sans être gênés, montre clairement que les forces de sécurité locales ne cherchent pas de la bonne façon à ôter aux OEV leur liberté de mouvement. Dans de telles conditions, les insurgés peuvent se ravitailler, déplacer hommes et matériels d'un point à un autre, recueillir des renseignements et recruter des membres dans de multiples zones. Et une telle liberté d'action et de mouvement est ce qui permet aux OEV d'exploiter à fond leurs groupes de combattants capables d'exécuter des raids, de tendre des embuscades et de mener des attaques complexes contre les FAS. Afin de casser les reins en permanence aux OEV, il faut les assujettir aux autres volets de la COIN (les actions politiques, économiques, civiles, etc.) ; autrement, l'insurrection demeurera toujours une menace. À moins qu'une nouvelle stratégie politique et militaire globale ne soit élaborée, il est à prévoir que les OEV agrandiront encore plus leur zone d'influence dans le pays.

Shizneider BAPTISTE

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération
des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-
insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres
d'opération

Expert en Relations internationales

Analyste en Stratégie internationale (Sécurité, Défense et Gestion de crise)

Président du Think Tank Intelligence Diplomatique et Stratégique -
IDSShizneider@gmail.com

Notes

1. J.P. Lawrence, « Islamic State's 'backbone was broken' in Afghanistan as hundreds surrender », dans Stars and Stripes, 2019.
2. Les différents rapports et notes produits par les organismes de défense des droits humains en Haïti, notamment le RNDDH, le POHDH, la FJKL, le BOHDH, Défenseur Plus, la CJILAP....
3. Ismaël Fournier, « Stratégie américaine et guerre hybride au Vietnam », Thèse de doctorat, Québec, Université Laval, 2019, p. 12 à 14.
4. Caleb Weiss, « Islamic State claims several ISGS attacks across the Sahel », FDDs Long War Journal, 2019.
5. David Galula, Contre-insurrection : théorie et pratique, Paris, Economica, 2008, p. 1964, p. 16.
6. Quartier général du Département de l'Armée, FM 3-24 Counterinsurgency, Washington (D.C.), Marine Corps Warfighting Publication, 2006, p. 5 à 18.
7. Pascal Maitre, « Mali : six ans après la déroute des islamistes, les violences persistent », dans National Geographic, 2019.
8. André LeSage, « The evolving threat of al-Qaeda in the Islamic Maghreb », dans INSS Strategic Forum National Defense University, 2011.
9. Open Source Enterprise, Gao Radio Nata in Songhai. Malians in Mopti Region Said To Live According to Rhythm Imposed by Terrorist Groups, 16 janvier 2018.
10. Open Source Enterprise, Bamako Radio Kledu in Bambara. Report Says Inhabitants of Northern Malian Village Gripped by Fear Following Jihadists Besiegement, 25 avril 2018.
11. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, JMAC Weekly Assessment 2017-30, 20-26 July, p. 7 et 8. Fournier, op. cit., p. 160 et 161.
12. Fergus Kelly, « Mali: More than 50 killed in 'terrorist attack' in Indelilmane in

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération
des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-
insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres
d'opération

Menaka region », dans The Defense Post, 2019.

13. IMRAP et Interpeace, Renforcement de la confiance entre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité, 2016, p. 56.
14. Corinne Dufka, « Avant, nous étions des frères » : Exactions commises par des groupes d'autodéfense dans le centre du Mali », dans Human Rights Watch, 2018.
15. Kirit Radia et Elizabeth McLaughlin, « New Details form Niger ambush: when US troops sensed something wrong », ABC News, 2017.
16. FDD, « AQIM Relies on Drugs, Human trafficking to Fund Terror Activities », dans Foundation for Defense of Democracy, 2017.
Quartier général du Département de l'Armée, op. cit., p. 5 à 19.
17. Sergei Boeke, « AQIM: Terrorism, insurgency, or Organized crime », dans Taylor & Francis Online, volume 27, 2016, p. 914-936.
18. Anthony James Joes, Resisting Rebellion: The History and Politics of Counterinsurgency, Louisville, University Press of Kentucky, 2004, p. 105-106.

About The Author



[Shizneider BAPTISTE](#)

Expert et Consultant en Diplomatie et Relations internationales |
Analyste en Stratégie internationale (Sécurité et Défense) |
Analyste en Renseignement, Stratégies et Guerre d'influence

[See author's posts](#)

Organiser la contre insurrection et fait échec a la prolifération
des gangs armées en haïti au prisme de doctrines anti-
insurrectionnelles déjà employées dans divers théâtres
d'opération